

Fiche d'examen au cas par cas pour les PLU, PLUi et cartes communales (liste indicative d'informations à fournir)

1. Intitulé du projet et état d'avancement

Procédure concernée (ex pour les PLU : élaboration, révision , DP ou DUP...)	Type de document (ex : POS, PLU communal ou intercommunal, carte communale)	Territoire concerné
Modification simplifiée	PLU	Commune de MURINAIS (38)

En cas d'élaboration ou de révision générale de PLU ou PLUi	
Date de débat du PADD	
Le cas échéant, date prévisionnelle de l'arrêt du projet	

2. Identification de la personne publique responsable

Personne publique responsable (compétente pour conduire la procédure d'urbanisme)	Commune de MURINAIS (38) 40 place du Souvenir Français 38160 MURINAIS Tel : 04 76 64 23 57
Courriel	mairie.murinais@wanadoo.fr

3. Caractéristiques principales de la procédure

3.1.Caractéristiques générales du territoire	
Nom(s) de la (ou des) commune(s) concernée(s)	Commune de MURINAIS (38)
Nombre d'habitants concernés (au dernier recensement général de la population)	379 habitants (RGP 2014)
Le cas échéant : nombre d'habitants permanents et en période touristique	-
Superficie du territoire	819 hectares

3.2. Quels sont les objectifs de cette procédure ? <i>Annexe : la délibération engageant la procédure</i>
Il s'agit de modifier des dispositions mineures de l'OAP n°1 du Site du Belvédère et du règlement de la zone AUa associée au site du Belvédère

3.3. Quelles sont ses grandes orientations d'aménagement ?

Annexe : pour une élaboration ou une révision générale de PLU communal ou intercommunal, joindre le projet de PADD qui a été débattu par le Conseil municipal ou par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de PLU

Le site du Belvédère (classé en zone à urbaniser ouverte « AUa ») est la principale zone à urbaniser de Murinais située en extension du village.

Le site est en position de belvédère par rapport au village représentant 1.7 hectares propriété de la commune, dont 0.85 ha ouverts à l'urbanisation (zone AUa).

L'ouverture à l'urbanisation de ce site doit permettre la réalisation d'une opération de 16 logements, dont au moins 40% en habitat groupé et intermédiaire et 25% en accession sociale et/ou locatif social. Le site permettra de développer une offre de logements alternative pour loger les jeunes ménages du secteur.

L'OAP n°1 sur ce site permet de maîtriser l'ouverture à l'urbanisation des terrains. Elle fait suite à une étude pré opérationnelle réalisée par un groupement d'architectes, urbanistes, paysagistes, en 2014, qui définissaient les conditions d'urbanisation des terrains.

La modification simplifiée n°1 du PLU ne modifie pas les orientations générales d'aménagement du site qui figurent dans le PLU de Murinais, approuvé le 13 décembre 2017.

Elle a juste pour objet de supprimer une interface de stationnement de 30 places située en entrée de site prévue dans l'étude initiale et de réduire par voie de conséquence, la distance de recul des constructions par rapport à la VC 2 en zone AUa, de 19 à 5 mètres.

Cette modification avait été demandée par le Maire de Murinais le dernier jour de l'enquête publique du 1^{er} PLU approuvé le 26 mai 2015. Or, ce PLU a été annulé suite à un recours et mémoire de M et Mme Giroud, de novembre 2015 pour faire annuler la délibération d'approbation du PLU du 26 mai 2015. Les moyens soulevés par M et Mme Giroud ont tous été écartés par le Tribunal Administratif de Grenoble à l'exception d'un seul : la méconnaissance des dispositions de l'article L. 123-10 du code de l'urbanisme ayant fondé la décision du T.A. de Grenoble d'annuler la délibération contestée, sur la base que les modifications apportées au projet de PLU à l'issue de l'enquête ne pouvaient résulter que d'observations et remarques faites par les personnes publiques associées ou tout autre personne issue du public, nécessairement distinctes des autorités communales. Toutefois, le Tribunal a donné à la commune de Murinais un délai de 12 mois à compter de la notification du présent jugement le 12 juillet 2017 pour procéder à la régularisation de la procédure d'adoption de la délibération du 26 mai 2015 du conseil municipal de Murinais approuvant le plan local d'urbanisme de la commune.

La délibération d'approbation du PLU du 26 mai 2015 a été retirée. Le PLU a été approuvé le 13 décembre 2017 en excluant les modifications de l'OAP n°1 et du règlement de la zone AUa demandées par la commune le dernier jour de l'enquête publique car méconnaissant les dispositions de l'article L 123-10 du code de l'urbanisme.

Après approbation du PLU le 13 décembre 2017, la présente modification simplifiée n°1 du PLU vise, à modifier dans le respect du code de l'urbanisme, l'OAP n°1 et le règlement de la zone AUa.

3.4. Quelles sont les grandes évolutions réglementaires envisagées pour cette procédure ?

Annexes :

- Pour une élaboration ou une révision générale de PLU : si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, joindre le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur et, le cas échéant, une première version du projet de zonage en cours d'élaboration ;
- Pour les révisions de PLU avec examen conjoint (article L. 123-13, II, du code de l'urbanisme) et les déclarations de projet ou DUP impactant un POS ou un PLU : le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint ;

- Voir la notice de présentation de la modification simplifiée n°2 explicitant les modifications proposées

3.5. Le projet sera-t-il soumis à d'autre(s) type(s) de procédure(s) ou consultation(s) réglementaire(s) (exemples : avis de la CDPENAF, du Comité de massif, autorisation du SCoT au titre de l'article L. 122-2 du code de l'urbanisme...) ou fera-t-il l'objet d'une enquête publique conjointe avec une (ou plusieurs) autre(s) procédure(s) ? (ex : procédure d'AVAP, de mise à jour du zonage d'assainissement...) ? Si oui, préciser

Non, le projet n'est soumis à aucune autre procédure ou consultation réglementaire

3.6. Contexte de la planification : le projet est-il concerné par...

- les dispositions de la <u>loi Montagne</u> ?	Murinai est une commune de montagne assujettie aux dispositions de la loi Montagne
- les dispositions de la loi Littoral (3 lacs concernés : Léman, Bourget, Annecy) ?	Non
- une <u>DTA</u> ou <u>DTADD</u> ? Si oui, laquelle ?	DTA Nord des Alpes (non opposable)
- un <u>SCoT</u> , un schéma de secteur ? Si oui, le(s)quel(s) ? ce(s) document(s) a-t-il (ont-ils) été élaboré(s) selon les dispositions de la <u>loi « Grenelle 2 »</u> ?	SCOT de la Région Urbaine Grenobloise, élaboré selon les dispositions de la loi Grenelle 2
- un (ou plusieurs) <u>SDAGE</u> ou <u>SAGE</u> ? Si oui, le(s)quel(s) ?	SDAGE Rhône-Méditerranée Contrats de rivière Sud-Grésivaudan / Galaure

3.7. Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme : le document en vigueur sur le territoire (ou au moins un des documents d'urbanisme en vigueur, pour un PLUi) a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

Le PLU de Murinai a été approuvé le 26 mai 2015 et réapprouvé le 13 décembre 2017. Il n'a pas fait l'objet d'une évaluation environnementale ni d'une demande au cas par cas dans la mesure où le PADD du PLU approuvé le 26 mai 2015 a été débattu le 30 janvier 2013 avant le 1^{er} février 2013, date d'entrée en vigueur de la réforme de l'évaluation environnementale pour les documents d'urbanisme. Il n'a pas été soumis à la demande d'examen au cas par cas d'évaluation environnementale.

4. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure et caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine

4.1. Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain

Quels sont les objectifs de cette procédure en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	La procédure n'a pas d'incidence sur la consommation d'espaces.
---	---

4.1. Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain	
Quels sont les objectifs de cette procédure en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	<p>Pas d'objectif particulier ayant trait à la maîtrise de la consommation d'espace dans la procédure concernée.</p> <p><i>Toutefois le PLU de Murinais organise un projet de développement mettant en œuvre un objectif de modération de la consommation d'espaces de 78% au cours des 12 prochaines années : 1.44 hectares ouverts à l'urbanisation, inférieur de 35% au dimensionnement maximum des espaces urbains autorisés par le SCOT de la région urbaine grenobloise.</i></p> <p><i>Le PLU a fermé 5.77 ha de zones constructibles de la carte communale qui couvrait Murinais avant l'approbation du PLU</i></p>
Quelle est l'évolution par rapport aux tendances passées ?	Voir ci-dessus
Sur quelles perspectives de développement (<i>démographique, économique, touristique ou d'équipements publics ou autre, selon la vocation de l'urbanisation envisagée</i>) du territoire s'appuient ces objectifs en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	Sans objet
Le projet a-t-il pour conséquence d'ouvrir à l'urbanisation certaines parties du territoire : oui / non ? Si oui :	
Quelle est approximativement la superficie consommée ?	Sans objet
Quelles possibilités d'optimisation du potentiel constructible à l'intérieur du tissu urbain existant (<i>densification, dents creuses, opérations de démolition/reconstruction, friches, bâtiments non investis, logements ou locaux vacants, lits froids pour le tourisme de montagne...</i>) ont été préalablement examinées ?	Sans objet
Expliquez dans les grandes lignes, en fonction des zones concernées, les impacts de cette ouverture à l'urbanisation (<i>sur les espaces agricoles, naturels ou forestiers, en termes de déplacements...</i>).	Sans objet

4.2. Milieux naturels et biodiversité			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
<u>Zone Natura 2000</u> ?		X	
<u>Zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO)</u> ?		X	
<u>Parc national, parc naturel marin, réserve naturelle (régionale ou nationale) ou parc naturel régional</u> ?		X	
<u>Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) type I</u> ?		X	
<u>Arrêté préfectoral de protection de biotope</u> ?		X	
Continuité écologique connue ou repérée par la commune ou l'intercommunalité ou par un document de rang supérieur (<u>SRCE</u> , SCoT, DTA...) ?	X		SRCE / SCOT : Trame bleue : <ul style="list-style-type: none"> le vallon du ruisseau de Murinais, cours d'eau d'intérêt écologique / les zones humides du ruisseau de Murinais et du Ravin de la Combe de Doz Trame verte : <ul style="list-style-type: none"> Pas de réservoir de biodiversité identifié sur le territoire Territoire à perméabilité forte à moyenne pour le déplacement des espèces compte tenu de la faible urbanisation du territoire
<u>Zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation</u> ? Repérée par un document de rang supérieur (ScoT, DTA...) ou par un autre document (contrat de rivière, inventaire du Conseil général...) ? <u>Ou identifiée au titre de la convention de RAMSAR</u> ?	X		Zones humides présentes sur le territoire mais éloignées du site objet de la procédure : <ul style="list-style-type: none"> Zone humide n° 38CG0082 Ruisseau de Murinais 5.48 ha Zone humide n° 38CG0083 Ravin de la Combe de Doz 1.44 ha

4.3. Paysages, patrimoine naturel et bâti			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Éléments majeurs du patrimoine bâti (monuments historiques et périmètres de protection, élément inscrit au patrimoine de l'UNESCO, zone de présomption de prescription archéologique...) ?		X	
Site classé ou projet de site classé ?		X	
Site inscrit ou projet de site inscrit ?		X	
Zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) ou Aire de mise en valeur du patrimoine (AVAP) ?		X	
Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) ?		X	
Directive de protection et de mise en valeur des paysages ?		X	
Perspectives paysagères identifiées comme à préserver par un document de rang supérieur (ScoT, DTA...) ?	X		Le village de Murinais et son couvent, repérés comme des « éléments repères patrimoniaux » par le SCoT

4.4. Ressource en eau			
Captages : Le projet est-il concerné par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, précisez lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Périmètre de protection (immédiat, rapprochée, éloignée) d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ?	X		Murinais est concerné par plusieurs captages : <ul style="list-style-type: none"> • Captage du Vivier à l'ouest du centre village • Captage de la Combe du Bourg au nord du territoire. Le projet n'est pas concerné et n'affecte pas les captages d'eau
Captages :	Oui	Non	Si oui, précisez lequel(les) ?
Le projet est-il concerné par un(e) (ou plusieurs) des 500 captages prioritaires Grenelle 2 ?		X	

4.4. Ressource en eau			
	Oui	Non	Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
De captages repérés par un SDAGE Ou un SAGE?		X	
Usages :	Oui	Non	Si oui, précisez
Les ressources en eau sont-elles suffisantes sur le territoire pour assurer les besoins futurs ? Pour l'alimentation en eau potable et pour les autres usages?	X		<p>Les besoins en eau de la commune ont été estimés par le schéma directeur de gestion des eaux à 200.8 m3/j alors que les ressources à l'étiage sont de 168.5 m3/j.</p> <p>Le schéma directeur a surestimé les besoins touristiques considérant un projet de camping de 100 emplacements alors que le PLU prévoit un camping de 20 emplacements – 75 lits touristiques : besoin de 9 m3/j au lieu de 61.6 m3/j pris en compte dans le schéma directeur.</p> <p>La régie Eau Assainissement de la Cté de Communes Chambaran, Vinay, Vercors s'est engagée) fournir 40 m3/j à Murinais en cas de besoin. Le facteur eau n'est pas limitant pour la mise en œuvre du PLU.</p>
Y a-t-il risques de conflits entre ces différents usages ?		X	
Le projet est-il concerné par une zone de répartition des eaux (ZRE) ?		X	
Le système d'assainissement a-t-il une capacité suffisante pour les besoins présents et futurs du territoire et des autres territoires qui y sont raccordés ? Quel est l'impact sur les rejets dans les milieux ?	X		<p>Station d'épuration récemment mise en service.</p> <p>Capacité nominale de 300 EH, suffisante pour absorber les 20 logements supplémentaires prévus dans le PLU dans le centre bourg raccordé au réseau séparatif du village.</p>

4.5. Sols et sous-sol, déchets			
	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ?
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :			
Sites et sols pollués ou potentiellement pollués (<i>base de données BASOL</i>) ?		X	

4.5. Sols et sous-sol, déchets			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ?
Anciens sites industriels et activités de services (<i>base de données BASIAS</i>) ?		X	
Carrières et/ou projets de création ou d'extension de carrières ?		X	
Projet d'établissement de traitement des déchets sur le territoire ?		X	

4.6. Risques et nuisances			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
Risques ou aléas naturels (<i>inondations, mouvement de terrain, avalanche, feu de forêts...</i>), industriels, technologiques, miniers connus ?	X		<p>Territoire couvert par une carte des aléas naturels réalisée en 2004, modifiée en 2014, traduite en risques dans le PLU.</p> <p>Risques naturels présents :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Glissements de terrains (risque le plus représenté) • crues torrentielles des ruisseaux • ravinement – ruissellement de versants (ravines et combes) • inondations de pied de versant ou zone marécageuse <p>Le sud du secteur du site du Belvédère est concerné par un aléa moyen de ruissellement sur versant.</p> <p>La zone AUa concernée par la procédure, n'est pas affectée par des risques.</p> <p>Toutefois les eaux pluviales ne seront pas infiltrées sur les terrains de l'opération (faible perméabilité des sols) mais acheminées grâce à une noue au bassin de rétention réalisé au sud de l'opération, à l'aval.</p>
Plans de prévention des risques (<i>naturels, technologiques, miniers</i>) approuvés ou en cours d'élaboration ?		X	
Nuisances connues (<i>sonores, lumineuses, vibratoires, olfactives</i>) ou projets susceptibles d'entraîner de telles nuisances ?		X	

Plan d'exposition au bruit, plan de gêne sonore ou arrêtés préfectoraux relatifs au bruit des infrastructures ?		X	
---	--	---	--

4.7. Air, énergie, climat

Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
Plan de protection de l'atmosphère (PPA) ?		X	
Enjeux spécifiques relevés par le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) ?		X	
Projet éolien ou de parc photovoltaïque ?		X	

5. Éléments complémentaires que la commune ou l'intercommunalité souhaite communiquer (*facultatif*)

Sont joints au présent dossier :

- La délibération d'approbation du PLU du 13/12/2017, l'arrêté du Maire de prescription de la modification simplifiée n°1
- Le dossier de la modification simplifiée n°1 du PLU
- Les règlements graphiques n°1 (ensemble du territoire zonage et risques) et n° 3 (zonage zoom sur le centre) du PLU approuvé le 13/12/2017, non modifiés par la procédure de modification simplifiée n°1

6. Annexes (*rappel*)

Pour les élaboration ou révision de PLU ou PLUi ou de carte communale	Pour les PLU et PLUi : le projet de PADD débattu par le Conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de PLU	-
	Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur	oui
	Le cas échéant, une première version du projet de règlement graphique en cours d'élaboration	-
Pour les révisions de PLU avec examen conjoint et les déclarations de projet ou DUP impactant un POS ou un PLU	Le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint	-
Pour tous	La délibération prescrivant la procédure	oui